
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 102
(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la
cité de Hull

Bill 102
(PRIVATE)

An Act to amend the charter of the
city of Hull



Première lecture

First reading

M. SÉGUIN

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

ROCH LEFEBVRE

QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972

Projet de loi 102

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la
cité de Hull

ATTENDU que la cité de Hull a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires et dans l'intérêt de la cité, que sa charte, le chapitre 52 des lois de 1893 et les lois qui le modifient, soit de nouveau modifiée afin de lui donner de plus amples pouvoirs;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cette fin et qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 3 du chapitre 52 des lois de 1893 est remplacé par le suivant:

« **3.** Les habitants de la cité de Hull et leurs successeurs, habitants d'icelle, constituent un corps politique de nom et de fait, sous les nom et raison de « La cité de Hull », et ont comme tels succession perpétuelle et un sceau commun que ladite cité de Hull a le droit de détruire, changer, altérer, réparer et modifier à son gré. Ils sont habiles à poursuivre en justice, à plaider et à répondre dans toute cour de loi, ou d'équité, en toutes espèces d'action comme en matières publiques; à accepter, prendre, acquérir et posséder des biens et effets, terres et dépendances, biens meubles, immeubles et personnels, et à les donner, vendre, aliéner, transporter, louer et céder; [à opérer des débits de boissons;] à contracter et à être partie à des contrats, et à donner et accepter tous billets, obliga-

Bill 102

(PRIVATE)

An Act to amend the charter of the
city of Hull

WHEREAS the city of Hull has by its petition represented that it is necessary for the proper administration of its affairs and in the interest of the city, that its charter, chapter 52 of the statutes of 1893 and the acts amending it, be again amended in order grant it more ample powers;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for such purpose and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 3 of chapter 52 of the statutes of 1893 is replaced by the following:

“**3.** The inhabitants of the city of Hull, and their successors, inhabitants of the same, shall be a body corporate, in fact and in name, by and under the name and title of “The city of Hull,” and as such, shall have perpetual succession, and a common seal, which the city of Hull has power to break, renew, change and alter at pleasure. They shall be capable of suing and being sued, and of impleading and being impleaded, in all courts of law and equity, in all manner of actions, as in public matters; of accepting, taking, purchasing and holding goods and chattels, lands and tenements, real and personal, moveable and immoveable estate, and of granting, selling, alienating, assigning, leasing, and conveying the same; [of operating public houses;] and of entering

tions, jugements ou autres paiements ou garanties pour le paiement ou pour la sûreté du paiement de tout argent dû à ou par la cité de Hull, et pour l'accomplissement de tous autres devoirs, affaires ou choses quelconques. »

2. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 7c, l'article suivant :

« **7d.** Le président du conseil et le maire-suppléant reçoivent respectivement, en plus des sommes prévues à la Loi des cités et villes, une rémunération de mille dollars et de deux mille dollars par année. »

3. L'article 68b de ladite loi, édicté par l'article 13 du chapitre 96 des lois de 1965 (1^{re} session), est modifié en ajoutant le paragraphe suivant :

« (j) adopter tous règlements n'ayant aucune incidence monétaire, sans qu'il soit nécessaire que lesdits règlements n'originent du comité exécutif. »

4. L'article 68e de ladite loi, édicté par l'article 13 du chapitre 96 des lois de 1965 (1^{re} session), est remplacé par le suivant :

« **68e.** Un organisme désigné sous le nom de « Office du Personnel » composé du gérant, du [directeur du personnel] de la cité et du chef du service intéressé dans le cas soumis, a pour fonction de recommander au comité exécutif l'engagement, la promotion, la permutation, la diminution de grade, la suspension et la destitution des employés de la cité, y compris les estimateurs à l'exception toutefois du gérant, des chefs de service et de leurs adjoints. »

5. L'article 422 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **422.** Pour percevoir et prélever une taxe sur les courtiers prêteurs d'argent (sur billets ou autrement) et marchands à commission; sur les prêteurs sur gages et les encanteurs; sur les clubs; sur ceux qui tiennent des auberges, buvettes ou restaurants; sur les brasseurs, distillateurs et embouteilleurs; sur les théâtres, ména-

into and becoming a party to contracts, and of granting and accepting bills, bonds, judgments or other instruments or securities, for the payment or securing the payment of any money, due by or to the city of Hull, and the performance of any other duty, matter or thing whatsoever." »

2. The said act is amended by inserting after section 7c the following section :

« **7d.** The chairman of the council and the acting mayor shall receive respectively, in addition to the sums provided for in the Cities and Towns Act, a remuneration of one thousand dollars and of two thousand dollars per annum." »

3. Section 68b of the said act, enacted by section 13 of chapter 96 of the statutes of 1965 (1st session), is amended by adding the following paragraph :

« (j) adopt any by-laws having no monetary incidence, without it being necessary that the said by-laws originate from the executive committee." »

4. Section 68e of the said act, enacted by section 13 of chapter 96 of the statutes of 1965 (1st session), is replaced by the following :

« **68e.** An organization called the "Personnel Bureau" consisting of the manager, of the [director of personnel] of the city, and the head of the department concerned with the case submitted, shall recommend to the executive committee the engagement, promotion, change of employment, reduction in rank, suspension and dismissal of the employees of the city, including the assessors but excepting the manager, the heads of departments and their assistants." »

5. Section 422 of the said act is replaced by the following :

« **422.** To levy and collect a special tax on brokers, money-lenders, on notes or otherwise; on commission merchants; on pawn-brokers and auctioneers; on clubs, keepers of inns, saloons or restaurants, brewers and distillers, and bottlers; on theatres, circuses, menageries and minstrels, and on all public places of

geries et ministrels, et sur toutes les places publiques tenues à profit; les [machines distributrices,] sur les tables de billard, mississippi ou de trou-madame, jeux de quilles et autres jeux de ce genre; sur ceux qui ont des écuries de louage, sur toutes personnes venant dans la cité et y vendant des marchandises, médecines ou autres choses sur les places publiques, ou dans les rues ou chemins, après avoir donné gratuitement des conférences ou y avoir fait des exhibitions; et sur les traversiers ou les bateaux traversiers qui transportent les passagers à la cité, moyennant rétribution. »

6. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 473, le suivant :

« **473a.** Le greffier et l'assistant-greffier ont les mêmes pouvoirs qu'un juge de paix et peuvent procéder à l'assermentation et recevoir des plaidoyers de non culpabilité. »

7. L'article 521 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **521.** Toute dénonciation ou plainte pour violation de quelque règlement du conseil de la cité doit être faite et portée dans les [quatre-vingt-dix] jours qui suivent la commission de l'offense. »

8. L'acte de vente entre La Cité de Hull et l'Office municipal d'habitation de Hull, passé le 20 février 1970 devant le notaire Wilfrid Saint-Arnaud, sous le numéro 4014 de ses minutes, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Hull sous le numéro 188095, est ratifié.

9. Le bail emphytéotique entre La Cité de Hull et Logement de l'Outaouais Inc., passé le 6 novembre 1968 devant le notaire Charles H. Rioux, sous le numéro 1062 de ses minutes et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Hull sous le numéro 178933, est ratifié.

10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

amusement kept open for profit; on [vending machines,] billiard tables, mississippi or pigeon-hole tables, ten pin alleys and other similar games; on livery-stable keepers; on all persons coming into the city to sell goods, medicines or other articles on the public squares, roads or streets after having given free lectures or exhibitions, and on ferry men or ferry boats conveying passengers to the city for a compensation.

6. The said act is amended by inserting after section 473 the following :

“**473.** The clerk and the assistant clerk have the same powers as a justice of the peace and may receive oaths and pleas of not guilty.”

7. Section 521 of the said act is replaced by the following :

“**521.** Any information or complaint for infringement of any by-law of the city council shall be laid and brought within [ninety] days from the commission of the offence.”

8. The deed of sale between the city of Hull and the Municipal Housing Bureau of Hull, made on the 20th of February 1970 before Wilfrid Saint-Arnaud, notary, under number 4014 of his minutes and registered in the office of the registration division of Hull under number 188095, is ratified.

9. The emphyteutic lease between the city of Hull and Logement de l'Outaouais Inc., made on the 6th of November 1968 before Charles H. Rioux, notary, under number 1062 of his minutes and registered in the office of the registration division of Hull under number 178933, is ratified.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.